

SYNDICAT MIXTE DU SCHEMA DIRECTEUR  
BUGEY COTIERE PLAINE DE L'AIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
du Bureau  
séance du 15 septembre 2005

**Objet de délibération :**  
Avis du Syndicat Mixte à l'égard du  
projet de révision simplifiée du PLU de  
Niévroz

Sont présents 12 membres sur 18 convoqués le 17 août 2005,

Sont excusés :

Madame CASANOVA (commune de Châtillon-la-Palud), Messieurs BERTHOLET, PELLETIER et PIRALLA (C.C. de la Plaine de l'Ain), M. VIENOT (C.C. de Miribel et du Plateau)

- Le Président fait part de la sollicitation de l'avis du syndicat mixte par la commune de NIEVROZ dans le cadre de la révision simplifiée de son PLU.

- Il indique que cette révision simplifiée a pour but de permettre l'extension Extension du zonage NCc au lieu dit « Les Brotteaux de Bourbuel » sur une surface de **23 ha**. Un tel zonage destine le tènement à l'extraction de granulats.

Cette extension devant permettre de répondre à l'épuisement du gisement de la carrière des Pyes.

- A la suite de la lecture du projet, les services du syndicat ont formulé un certain nombre de remarques :

1- Il n'y a aucune référence au SCOT dans le rapport de présentation.

1bis- Or le SCOT identifie ce secteur en zone agricole à maîtriser.

Rappel : Le SCOT aborde rapidement le sujet des granulats page 31 du tome 2 s'en remet au Schéma Départemental des Carrières en rappelant certaines orientations qui semblaient se dessiner à l'époque (parmi lesquelles les capacités d'ouverture de sites existent sur les communes de Loyettes, Balan et Niévroz).

La partie projet détaillé du rapport précise –en page 43- que « l'exploitation de gravières est toutefois envisageable dans certains secteurs propices (Niévroz, Balan) et à condition d'en maîtriser les nuisances routières principalement ».

Parallèlement, le SCOT préconise (pages 27 et 41) la protection des zones agricoles sur toutes les communes de l'agglomération de la côte, et propose le classement en Zones Agricoles Protégées des terres agricoles menacées (particulièrement sur le secteur de Thil, Niévroz, Balan).

2- Le rapport de présentation ne fait état d'aucune concertation préalable avec le monde agricole qui est indispensable compte-tenu des points précédemment mentionnés.

3- La lecture du dossier permet de relever qu'il existe déjà sur la commune une zone NCc2 de 25 ha. Il est indiqué dans le document rédigé par Granulats Rhône-Alpes que la carrière s'étendra sur 16,5 ha représentant ainsi 15 années d'exploitation.

Dès lors est-il indispensable de réfléchir à présent à une extension de 23 ha ?

3 bis- Il est indiqué que Granulats Rhône-Alpes bénéficie d'un arrêté préfectoral en date du 05 mai 1994 qui l'autorise à exploiter une carrière à ciel ouvert au lieu dit « Les Iles » sur une superficie de 25,5 ha pour une durée de 20 ans, et d'une autorisation (AP en date du 7 mai 2004) pour exploiter une carrière à ciel ouvert, au lieu dit les Pyes » sur une superficie de 11,4 ha pour une durée de 3 ans (cf notice établie par Granulats Rhône-Alpes).

Des capacités résiduelles d'extraction existent-elles ?

Il est donc nécessaire que le dossier expose l'état des différents sites d'extraction (surface de carrière en cours d'exploitation, surface encore disponible pour l'extraction, volume de granulats que représente cette réserve...).

Il serait par ailleurs pertinent de présenter les zones d'extraction déjà remises en état et le bilan du suivi agronomique de ces zones.

5- Il n'y a aucune analyse économique qui permette d'appréhender le projet d'extension (la production sert-elle l'économie locale ou est-elle exportée vers des chantiers ou des sites de transformation hors du territoire BUCOPA ?

6- La nature de la propriété est imprécise : la note de l'exploitant mentionne plusieurs propriétaires, puis la propriété unique de la commune de Niévroz.

7- L'extension de la carrière nécessite la suppression d'un Espace Boisé Classé de 7 600 m<sup>2</sup>.

8- Le SCOT, dans sa partie consacrée à la ressource en eau, rappelle le caractère stratégique de la nappe de Thil-Balan-Crépieux Charmy, soulignant qu'elle connaît des atteintes toxiques.

Il préconise (page 30) la mise en place de mesures de protection préventives vis-à-vis de la qualité ainsi que des politiques de gestion et de suivi quantitatives et qualitatives adaptées.

Or, la zone future d'extraction concernée se situe à l'aplomb de cette nappe d'eau à valeur patrimoniale identifiée par le SDAGE, au sein d'une zone inondable et en partie au sein d'une zone de développement potentiel des ressources en eau potable.

Le dossier prévoit de la mise en place d'un dispositif éventuel de surveillance sans plus de précision.

De la même manière, la note de l'exploitant envisage un remblaiement sans détailler les modalités de mise en œuvre (matériaux compatibles avec la ressource en eau et la remise en état agricole ?)

- Le Président informe que ces remarques ont été exposées au Maire dans le cadre d'une réunion de travail spécifique.

A la suite de celle-ci, le Maire a rédigé un mémoire apportant les réponses aux questions posées. Il apparaît clairement que le dossier ne contenait pas toutes les informations indispensables à la bonne appréhension du sujet

**Le Bureau,**  
**Après en avoir délibéré,**  
**A l'unanimité des membres présents,**

- **CONSTATE** que les éléments complémentaires d'information ont été fournis ;

- **DEMANDE** que soit transmis rapidement au syndicat mixte un dossier précis complété par les éléments d'information contenus dans le mémoire adressé au Président ;

- **REND UN AVIS FAVORABLE** au vu des éléments fournis.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits,  
Pour copie conforme

**Le Président,**